

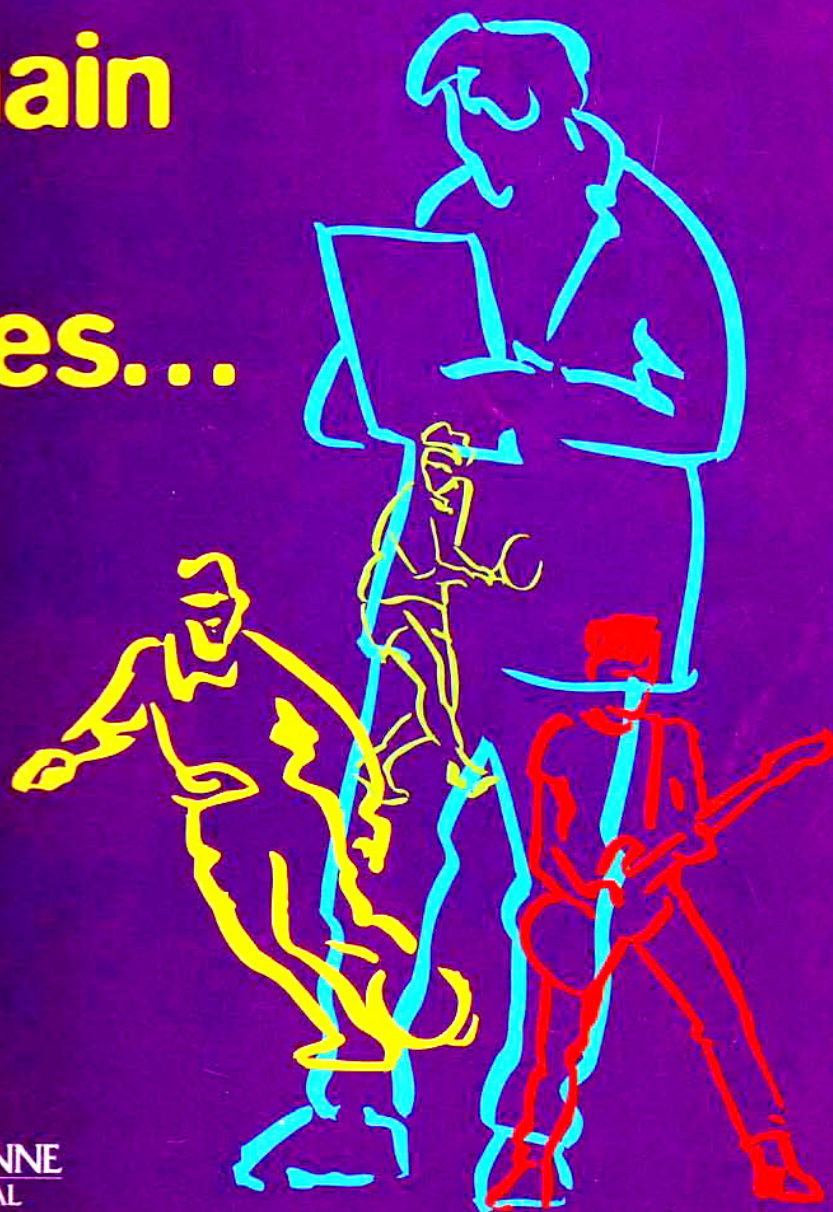


3^e COLLOQUE LÉO LAGRANGE MIDI-PYRÉNÉES

COLOMIERS - SAMEDI 18 MARS 1995

**Demain
les
jeunes...**

**Associations,
Collectivités
Locales :
prospective
jeunesse**



HAUTE-GARONNE
CONSEIL GÉNÉRAL



SOUS LE HAUT PATRONAGE DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Actes du Colloque

SOMMAIRE

Page

DISCOURS D'OUVERTURE

Alex RAYMOND, Maire de Colomiers	5
M. PILLET, Directeur Départemental Jeunesse et Sports	8
J.P. MARGAIX, Délégué Régional Léo Lagrange Midi-Pyrénées	9

RAPPORTS DES ATELIERS

1 - Le sport, une dynamique sociale de la jeunesse.	10
2 - Les réponses en milieu rural.	10
3 - Pratiques culturelles	11
4 - Initiatives locales et jeunes initiateurs de projets	14

SÉANCE PLÉNIÈRE

Christian HAMET, chargé de mission Banlieuescopies	15
Pierre TAP, Directeur de l'UFR de Psychologie (Toulouse-Mirail)	17
Questions et Débat	21

TABLE-RONDE

E. WITASSE, C.A.F. de la Hte-Garonne	23
J.F. MIGNARD, C.G. de la Hte-Garonne	24
G. ROUZIES, D.D.J.S. de la Hte-Garonne	26
Questions et débat	27

POSITIONNEMENT DE LA

FÉDÉRATION RÉGIONALE LÉO LAGRANGE MIDI-PYRÉNÉES

J.P. MARGAIX, Délégué Régional	29
--------------------------------------	----

Photos : J.H. LARCHÉ

Christian HAMET, chargé de mission Banlieuescopies

Bonjour, je vais essayer de faire comme le disait le Directeur Départemental Jeunesse et Sports de la Haute Garonne, il faudra être aujourd'hui dynamique et joyeux. En ce moment, on entend beaucoup parler de l'institut "Banlieuescopies" dans la presse, dans les médias, car un certain nombre des chercheurs de "Banlieuescopies", cinq ou six pour les nommer tous, ont commis un rapport assez important qui a fait l'objet d'une grande médiatisation auprès de la presse, de la télé et de la radio. Ce programme est un programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues. Le livre va sortir dans quelques jours, ça s'appelle "Une saison en banlieue". Depuis quatre ans l'institut "Banlieuescopies" regarde, analyse, observe, essaie de repérer un certain nombre d'indicateurs sur les quartiers que l'on appelle défavorisés ou en crise sensible et que nous appelons tout simplement quartiers populaires.

Les chercheurs de "Banlieuescopies" sont tous des gens engagés dans la vie militante, dans la vie associative, dans la vie locale et essaient de relier leurs actions militantes avec un travail de chercheur. Ne pas être simplement là comme aspirant la parole de l'autre et aspirant les idées, les concepts et les représentations locales ou sociales, mais en essayant de restituer aussi et de s'engager aussi souvent avec des acteurs dans des quartiers. Nous n'avons pas peur de revenir dans les cités que nous avons étudiées, même quelque fois commencer un certain nombre d'actions avec eux.

Nous avons quatre grandes régions particulières sur lesquelles nous intervenons, la première la région Ile de France, deuxième Nord Pas de Calais, troisième la région Rhône Alpes et pour terminer la région Provence Côte d'Azur et notamment le département des Bouches du Rhône, la commune de Marseille. Nous avons travaillé cette année plus particulièrement sur quatre thèmes : le rôle des parents et des familles (quelques fois d'ailleurs, pour plaisanter, on dit que nous n'aurions pas dû appeler notre institut "Banlieuescopies" mais "Famillescopies" car nous sommes très sensibles à cette notion de la famille), deuxièmement l'évolution des pratiques des jeunes, l'évolution dans les quartiers, troisièmement les services publics et quatrièmement les initiatives prises par les habitants, en essayant de sortir un certain nombre de grandes lignes de fracture et les points d'appuis qu'on peut retrouver dans les cités.

Nous travaillons en 1995 sur deux axes un petit peu particulier : les jeunes black, la communauté noire, la montée (je vais essayer d'être prudent en parlant de ça) d'une sorte de réarmement religieux dans les cités à travers de nombreux groupes de différentes tendances. De par leur situation urbaine, c'est l'image d'insécurité, de dégradation et de concentration qui distingue ces quartiers populaires des autres quartiers. D'autre part nous repérons aussi bien sûr que la réhabilitation des façades, l'amélioration des transports, le désenclavement, ne suffisent pas à raccommo-der les tissus urbains qui sont surtout déchirés par les inégalités sociales. Comme l'a dit un rapporteur tout à l'heure nous ne

craignons pas l'explosion sociale, même si un certain nombre d'élus, un certain nombre d'élites, pensent que ça peut arriver ou que ça arrive régulièrement d'une manière sporadique. Nous pensons que c'est plutôt tourné vers les quartiers, nous appelons ça d'ailleurs comme le rapporteur tout à l'heure une implosion. Une implosion qui est plutôt tournée vers les personnes, vers les gens, vers les jeunes notamment.

Donc, cette implosion régulière sporadique interpelle le débat public, interpelle les élus, interpelle la ville et souvent d'ailleurs cette implosion (et je pense que le professeur va en parler tout à l'heure), cette implosion renferme un mécanisme de maladie, d'utilisation de toxiques, de conduites suicidaires ou de relations complexes vis à vis du corps notamment des jeunes. Une notion qui était indiquée tout à l'heure aussi par un rapporteur pour ces quartiers qui ont 20, 30, 40 ans : nous pensons qu'il faudra autant de temps pour les réhabiliter socialement et d'une manière architecturale. Il faut aussi penser que cette crise urbaine ne s'arrêtera pas dans les 5 ou 6 ans, tout du moins dans le temps d'un contrat de plan, du 11e plan qui se terminera en 1998. Dans les 150 dernières années de la création du capitalisme et du monde ouvrier un sociologue américain repère, j'aime bien cette remarque, qu'on est passé un petit peu de la civilisation de la peine, de la peinéabilité, à la civilisation de la panne, de la panne informatique, de la panne audiovisuelle ou de la panne de versements d'allocations familiales pour un certain nombre de personnes. Ça va sûrement modifier considérablement le rapport à la ville et dans ces pannes j'en identifie un certain nombre que je vais lister rapidement.

La première au niveau de ces quartiers me semble être la panne d'amour ou une panne de la relation et de l'affectivité entre des communautés, entre des groupes, entre des jeunes et des adultes ou entre des personnes âgées et même des enfants.

Une autre panne qui me semble aussi importante, on en a tout à l'heure parlé, c'est celle de l'enfermement dans des frontières, enfermement dans le local, enfermement dans le départemental, enfermement dans le régional, enfermement dans le national et même dans l'Europe. Il suffit de voir certains textes très ciblés, notamment les dernières lois Pasqua,



de gauche à droite : Pierre TAP, Laure CORNEJO, animatrice séance, Christian HAMET

ou des textes très particuliers sur tétanisation de cibles : les jeunes, les personnes âgées, les handicapés etc...

La troisième panne que l'on pourrait pointer c'est celle de la relation globale entre les pouvoirs, qu'ils soient publics ou privés, l'ensemble des citoyens. Une sorte de panne de la démocratie, une panne de la citoyenneté. Depuis un an je travaille pour une grande entreprise publique qui s'appelle EDF-GDF. Ils se sont particulièrement rendu compte de cette question de rupture de leurs relations clientèles et commerciales avec les quartiers populaires, tout au moins dans un certain nombre de cités.

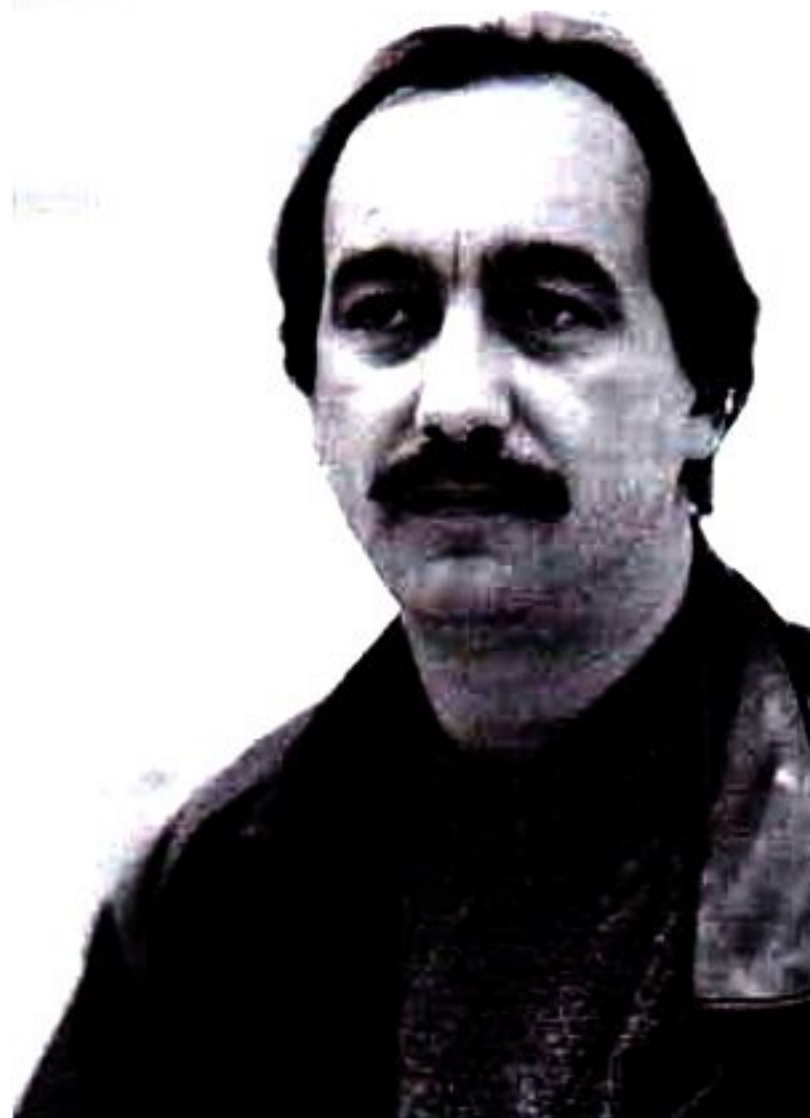
Une panne importante dont on parle souvent, c'est une panne de l'Etat providence. On tue le père avec la décentralisation, on met fin aux parapluies qui protégeaient un certain nombre d'élus et même de fonctionnaires territoriaux ou départementaux. Je pense notamment à la DDE dans le cadre des plans d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols. Donc cette fin des parapluies pour les élus ou les fonctionnaires renforce aussi un potentat local.

La panne que j'ai un petit peu abordée tout à l'heure très rapidement, c'était celle autour des classes d'âges, l'isolement des personnes âgées, des difficultés de renouvellement des générations et de l'intergénérationnel, la segmentation des publics, des thématiques, des financements. On a un financement pour une procédure, une procédure pour une clientèle, une clientèle pour un cœur, pour un public ou pour une cible, ce financement a aussi un cœur de cible. On arrive à avoir des projets, des thématiques, très particulières. On le voit notamment dans l'élaboration de projets locaux. Les formes de régulation sociale traditionnelles et les partis, les syndicats, les églises, les associations mais aussi l'école, l'armée, fonctionnent d'une manière complètement différente depuis une quinzaine d'années, même une vingtaine d'années. Il suffit de voir le rapport aux jeux d'argent de la Française des jeux, le poids dans les quartiers, le rapport à la télévision et notamment aux antennes paraboliques, surtout ce qui sort depuis 5, 6 ans avec un renouveau de la puissance judiciaire sur le politique.

La panne du temps de vie, ce que j'appelle aussi l'ordre social, entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Ceux qui travaillent n'ont plus beaucoup de temps et ceux qui ne travaillent pas ont énormément de temps, sauf que la civilisation du temps libre n'est pas automatiquement à la hauteur de cet enjeu. Malgré le réinvestissement d'hommes politiques, de chanteurs, d'hommes publics, on a cette solidarité qui s'exprime plutôt par des coups médiatiques et par des coups télévisuels. Le lien social est attaqué, dans une société globalement plus axée sur une société d'assurance. On se rend compte qu'il existe une méfiance née entre les personnes, entre les habitants d'un même espace, les fondements politiques du vivre ensemble sont remis en cause ou peuvent être remis en cause à terme, ça pose je crois une question de confiance à la société française. Disons une confiance aussi sur l'avenir de la jeunesse.

La déchirure du tissu humain, l'incohérence remettent en cause les valeurs républicaines. Il y a difficulté quelques fois pour l'Etat, notamment dans la fonction importante que représentent les préfets, pour faire appliquer les politiques locales. Je pense à la loi sur l'orientation de la ville ou un certain nombre de mécanismes que l'Etat essaie de reinjec-

ter sur des territoires. Une crise est une panne de la légitimité, notamment des affaires qui décrédibilisent la politique. Dans certains réseaux, des habitudes de fonctionnement de conservatisme (on pourrait même parler de cousinage un peu incestueux) entre l'appareil administratif et politique en font des marchands de la ville. Une crise est une panne d'identité dans l'espace national, autour de la construction européenne notamment, avec une perte des repères, alors que la notion de république est importante, peut être à réactiver. Il suffit de voir un peu les propos actuellement de certains hommes politiques, notamment Monsieur le Président du Conseil Général de Vendée. Alors face à ces défis et à ces pannes qu'est ce qu'on peut faire ? Qu'est ce que peut faire Léo Lagrange, que peuvent faire les animateurs, les élus, les bénévoles, les Présidents d'associations, les responsables, les gens engagés, les acteurs ? Face à la panne de l'échange entre les classes d'âges, je pense, on l'a réaffirmé tout à l'heure, que l'animation globale, locale, de proximité familiale et intergénérationnelle est importante. Arrêtons de couper ça en secteurs de classes d'âges.



La panne de relation entre les pouvoirs et les citoyens : je pense que tout soutien à l'animation de la vie sociale, tout soutien de ce que le directeur de "Banlieues-copies" appelle les fantassins des terrains est important. C'est eux qui doivent être réactivés et revalorisés, ressourcés.

Sur la panne des formes de régulations sociales, la concertation conflictuelle, le rapport de force, le débat, la discussion, le conflit et tout ce qui peut être un rapport au contre pouvoir est important. Je crois que le vice Président du Conseil Général ce matin a employé le mot consensus. On pourrait même dire actuellement nous sommes une société de consensus un petit peu mou, il faut donc réinjecter du débat et du conflit, susciter un certain nombre de contre-pouvoirs. Le pouvoir ne donnera pas automatiquement sa place donc il faudra lutter d'arrache-pieds pour cela.

Face à la panne des temps de vie l'offre de service utile à toutes les populations (là je ne parle pas de tous les publics mais bien des populations différentes, c'est important) une offre de service d'animation, notamment la création par exemple de chèques conseil d'expertises pour contre-carrer un certain nombre d'évaluations menées. On ne créerait pas simplement des chèques restaurants et des chèques déjeuner, mais aussi des chèques audits et des chèques expertises pour les habitants qui ont besoin d'outils techniques.

Tout ce que vous venez de dire remet en cause le fondement même de la politique de la ville tel que nous la concevons aujourd'hui ?

Ce que vous appelez, vous, politique de la ville, c'est une politique de procédures et de dispositifs. Je me tourne vers un premier rang qui sourit en me regardant, c'est une politique de tuyaux, c'est une politique qui marche la tête à l'envers, c'est une politique qui crée de la demande et qui cherche de l'offre, ou qui crée de l'offre et cherche de la demande.

Pour vous donner un exemple, un ministère ou une administration centrale du niveau national ou même régional crée un dispositif ou une problématique particulière, essaye

de trouver dans le labyrinthe local un partenaire opérant qui puisse monter le projet qui va répondre au financement, qui est déjà dans les tuyaux. Donc la politique de la ville c'est la politique, le conseil municipal. La vraie politique de la ville c'est l'urbanisme, l'habitat, la culture, l'action sociale. La politique de la ville c'est ça ! Le reste ce sont des dispositifs, des tuyaux, des procédures du réarmement des banlieues parce qu'on a peur que ça explose, c'est uniquement cela.

Vous n'avez pas peur que cela explose ?

Non parce que ça implose régulièrement et tout le temps pendant qu'on parle actuellement.

On peut reparler peut être du livre que vous nous avez présenté. Ce sont des observations très pratiques, d'après ce que j'ai pu entendre ?

Sinon je ne l'aurais pas présenté. En fait c'est un condensé de trois rapports dont deux sont toujours dans des placards, des armoires, ou sont en train de chauffer des radiateurs dans les ministères.

Pour quelle raison ? Peut être parce que vous êtes trop dérangeant ?

Je ne sais pas. Je n'étais pas là à l'époque. C'est une compilation de deux rapports qui s'appellent «Le sel de la terre» et «Les raisins de la galère». Le dernier est un début d'approche, comme je l'ai nommé tout à l'heure, autour des lignes de ruptures, points d'appui, qui s'appelle "Le manifeste pour les quartiers populaires" qui est une synthèse d'un travail de 800 pages de six chercheurs sur huit communes et qu'Adil JAZOULI vient de finir chez Plon, 140 F dans toutes les bonnes librairies.

Il y a d'autres projets immédiats ?

Il y a un projet de créer un Observatoire de la Banlieue autour d'une soixantaine de communes en France, plus le projet d'analyse sur les communautés dans les quartiers notamment la religion dans un certain nombre de quartiers. Les jeunes black comme je le disais tout à l'heure et peut être un projet européen autour de l'implication des habitants dans le mouvement HLM, tout au moins des espaces gérés par les OPHLM et les offices publics.

Pierre TAP,
Directeur de l'UFR de Psychologie,
Université de Toulouse Le Mirail

Pour le psychosociologue, l'enjeu essentiel est d'analyser la façon dont les personnes sont "gérées", ou se gèrent elles-mêmes, dans le jeu social, dans les relations interpersonnelles et institutionnelles, partant de là, d'étudier les "pannes" dont il vient d'être question, en particulier à l'adolescence.

La métaphore de la panne est en effet utile à la compréhension. Si l'automobiliste doit gérer les pannes et ne connaît rien au moteur, il aura bien du mal à repartir, à se "relancer". Ici, le moteur est à la fois ce qui fait marcher la

société, mais aussi ce qui fait avancer les individus qui la composent. Les aspects psychologiques liés aux personnes interagissent constamment avec les processus collectifs, en particulier économiques et politiques. Mais il ne suffit pas de réparer le moteur. L'automobiliste est d'autant plus déterminé à réparer sa voiture, s'il sait qu'il doit se rendre, en urgence, à un endroit déterminé, et s'il connaît l'itinéraire, s'il sait où il va. Pour régler les pannes, encore faut-il avoir envie de réparer et savoir pourquoi on le fait. On peut être en panne, parce qu'on n'a plus envie de conduire, que l'on ne sait pas où aller. On pourra toujours faire appel à des "garagistes" (formateurs, thérapeutes) pour réparer la panne et..à des politiques pour redéfinir les itinéraires !

Si nous ne savons pas, collectivement, où nous allons, nous avons donc tendance à faire appel à des experts, à des spécialistes..on va aussi diversifier les professions pour répondre aux nouveaux besoins, aux nouvelles préoccupations. Les "prises en charge" se sont développées, et c'est bien. Mais il faut bien voir que ces "prises en charge" se généralisent dans la mesure même où les dépendances se multiplient.

Un groupe de chercheurs, dont je fais partie, avait proposé au Conseil de l'Europe, une étude pour mieux comprendre la façon dont les jeunes d'une quinzaine de pays européens, appréhendaient "la vie associative". Cette demande fut refusée sous cette forme, mais on nous proposa d'interviewer les responsables des grandes associations de jeunes (qui sont le plus souvent des adultes) et les spécialistes de la jeunesse dans les ministères. Bien entendu, les propos de ces personnes étaient fondés sur l'hypothèse selon laquelle la vie associative doit permettre aux jeunes de s'autonomiser, de se prendre en charge. Mais la nécessité de favoriser la "pérennité" de l'association, amenait les adultes à conserver la direction des opérations. Autre exemple : L'Université constate l'intervention de plus en plus fréquente des parents, dans le déroulement des études de leurs enfants - étudiants et majeurs - aussi bien que dans leurs réclamations ou revendications.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les problèmes des jeunes rejoignent ceux des adultes. Des enquêtes montrent que les orientations culturelles, les intérêts des jeunes, leurs aspirations, leurs questions, mais aussi leurs pannes, sont proches de ceux des adultes. Nous avons effectivement à analyser les causes des "pannes", mais en rapport avec les contraintes, les tensions et les "menaces" qui pèsent sur tous et rendent difficile la gestion de projets..et en fonction aussi des "ressources" et des "projets", internes et externes, dont nous disposons pour lutter contre les pannes et contre les menaces.

En ce qui concerne l'hypothèse de "l'implosion" (dégradation interne n'aboutissant à aucune expression-réaction collective), c'est effectivement ce que l'on constate aujourd'hui..Mais combien de temps les individus et les groupes peuvent-ils supporter cette dégradation "cancéreuse" ? Peut-on supposer qu'aucune explosion n'est à craindre ? L'explosion n'est peut-être pas pour demain matin..mais il faut se poser des questions à partir de demain midi, quand même ! On ne peut pas continuer longtemps à gérer des problèmes dans l'insupportable.

Ces multiples difficultés se cristallisent de deux façons : la crise d'identité et le stress. Hier matin, l'un de mes voisins était hospitalisé du fait d'un "pic de tension"..mais ses proches évoquent ses attitudes "apathiques".."il est trop mou" (il ne se décide à rien = dépressivité..Les hommes âgés, vivent plus mal que les femmes le fait d'être plus stressés et plus mous !) Paradoxalement le stress et l'apathie font donc bon ménage. C'est parce que

nous ne pouvons sortir de l'incertitude, la solution ne nous paraissant pas dépendre de nous, que nous ne faisons rien et que le stress s'installe (consensus mou..même remarque, en termes collectifs). Mais le stress, cela veut dire aussi : je ne sais plus qui je suis, je ne sais plus où je vais..

Je ne vois pas passer un seul jour, sans que quelqu'un, autour de moi, manifeste, d'une façon ou d'une autre, qu'il ne peut plus supporter quelque chose. Cela pourra se traduire par des plaintes, de l'épuisement professionnel, des réactions, des passages à l'acte.

Deuxième question, essentielle : la reconnaissance sociale en relation avec les processus d'insertion et d'intégration sociale. Dans les médias lorsqu'il est question d'intégration, c'est généralement pour parler des immigrés. Or, nous sommes tous concernés par l'intégration (dans notre cadre de vie, notre espace de travail, notre famille, et bien sûr aussi notre culture). Nous sommes tous, à des degrés divers, en difficulté d'intégration : jeunes et vieux, hommes et femmes, d'origines sociales et culturelles différentes..Dès sa naissance, l'enfant entre dans une société à laquelle il va devoir s'intégrer (intégration socio-culturelle), mais aussi, qu'il va devoir s'approprier (intégration psychique du social). Cette intégration implique du temps. Dans certains cas le processus doit s'accélérer, du fait d'exigences externes (s'adapter rapidement à un poste de travail..) ou internes (désir de communiquer les émotions qui vous bouleversent sur le mode "implosif"). Les difficultés d'intégration sont particulièrement difficiles dans les situations de marginalisation-exclusion. Il n'est pas toujours facile même de vivre les situations de transition prévisible (un temps limité de chômage, le passage à la retraite, etc.). La transition c'est, en quelque sorte, une frontière qui s'étire. Dans ces "passages", il est généralement préférable d'être "accompagné", "suivi". On constate que les personnes qui résistent le mieux aux transitions, sont celles qui savent gérer (demander et accepter) un soutien social, qui sont reconnues par leurs proches, leurs pairs..

Consensus mou, solidarité difficile..d'accord ! Mais cela signifie-t-il que jeunes et adultes n'ont plus la capacité d'être solidaires ? On entend souvent dire "les jeunes ne croient plus en rien". D'abord on pourrait généraliser aux adultes ce type d'affirmation. Mais, en réalité, tout le monde croit en quelque chose. Toute personne a un système de valeurs, plus ou moins implicite. Les jeunes croient en eux-mêmes, ils sont aussi prêts à gérer des coups de coeur. On dit qu'ils sont humanistes, prêts à défendre des causes..les adultes aussi.

Il semble pourtant que la "tension de réalisation de soi" (notre moteur à tous, individuellement et collectivement) soit plus ou moins en panne. Nous ne pouvons pas gérer des motivations, si nous ne savons pas où nous allons, d'où l'importance de la prise en charge de projets, individuels et collectifs.

Si la société a besoin d'une politique (projet collectif), l'individu, lui, a besoin de développer des stratégies de personnalisation (avoir un projet individuel, en relation avec d'autres personnes, en interaction avec des projets collectifs). On a trop tendance à opposer l'intérêt public à l'intérêt individuel, en considérant ce dernier comme du narcissisme-égocentrisme peu recommandable ("le moi est haïssable"). Je lisais avant d'entrer une présentation affichée des

caractéristiques de la DSD : l'objectif, y était-il précisé, est double : "favoriser l'épanouissement de la personnalité" et "favoriser l'intégration des enfants et des jeunes dans le fonctionnement social".. dit autrement, l'enfant doit, à la fois, pouvoir se "personnaliser" et se "socialiser". En effet, l'un ne va pas sans l'autre..on ne peut socialiser en dépersonnalisant (cf. l'assimilation forcée, le processus "sectaire").

Pourtant, le stress, associé à la difficulté de gérer du projet, empêche l'individu de développer une condition essentielle à la possibilité de réaliser des projets : donner du sens à sa vie. Je dois certes m'adapter aujourd'hui à des conditions parfois difficiles, "bricoler", "me débrouiller". Mais cet ajustement aux conditions de vie, de travail, je n'en supporte la charge que dans la mesure où j'espère "devenir autre" ou "vivre autrement".

Depuis les années 60, on évoque souvent la personnalisation à partir de la trilogie "savoir, savoir-faire et savoir-être"..Cette trilogie est sans doute toujours d'actualité : il ne suffit pas de savoir, il faut associer son savoir à une pratique et à des attitudes personnelles positives. Mais cette trilogie reste cependant trop accrochée au savoir. Aujourd'hui une autre trilogie devient plus importante : donner sens, pouvoir et devenir. A quoi bon un savoir et un savoir-faire, si on ne peut les actualiser dans des pratiques réelles (professionnelles en particulier) ? A quoi bon un savoir-être si l'on n'est pas socialement et affectivement reconnu et apprécié ? Chacun de nous a besoin de se promouvoir : promotion sociale bien sûr, mais associée à une promotion personnelle, à travers un projet de soi. Ce projet de soi peut, dans certains cas, être contradictoire avec la coopération et la solidarité sociale (primat d'une compétition agressive fondée sur le déni des autres). Mais le plus souvent, le projet de soi prend appui sur des revendications, aspirations et projets collectifs. Notre devenir est toujours associé au devenir des autres. Le "no future" de certains adolescents nous rappelle bien sûr que quand on n'a pas de projets, on n'a pas d'avenir (et réciproquement). Si l'avenir que l'on vous propose ne correspond ni à vos compétences, ni à vos projets, ni à vos réalisations, ..vous "baissez le rideau" (vous baissez le front et les yeux, signe de la dépressivité ambiante)...vous vivez un présent ponctuel..qui ne peut s'étirer, même imaginativement, vers l'avenir. Nous avons tous à lutter pour permettre aux jeunes, et aux autres, de relever le front, de pouvoir regarder la vie en face.

Question

Les difficultés que je rencontre souvent autour de moi (je suis travailleur social) c'est d'arriver à concerner les personnes en disant : on est dans une situation difficile actuellement, il faut que chacun de nous réagisse, que ce soit à tous les niveaux, niveau associatif, niveau syndical, dans chaque domaine où nous nous situons. Je m'aperçois, je ne sais pas si c'est une question de peur, que les gens ont énormément de mal à franchir le pas, à s'investir, que ce soit dans une association, que ce soit à travers un mouvement. Le but de cette question, c'est : est-ce qu'il n'y a pas une ficelle (je pense qu'il n'y en a pas), est-ce qu'il y aurait des possibilités pour amener ces gens-là davantage dans la réaction et l'attitude adulte ?



Pierre TAP

A votre question, les réponses peuvent être faites à plusieurs niveaux. La première réponse serait d'évoquer la crise des idéologies. Les personnes n'arrivent plus à donner sens à leur vie à partir des idéologies qu'on leur propose, à donner sens à partir d'appartenances à des structures associatives, syndicales ou politiques. Les jeunes cherchent à trouver d'autres façons de donner sens (reviviscence religieuse, émergence des sectes, fascination au paranormal, défis sportifs...). Les structures associatives classiques tendent à s'orienter en fonction des nouvelles données, mais cela implique patience, motivation, bénévolat... nécessité de gérer un certain sentiment d'impuissance face à la crise endémique, au chômage, à l'évolution des systèmes de références... Il faut noter que ce problème ne concerne pas que la France. L'étude européenne sur la vie associative, montre que les difficultés sont importantes, sur ce plan, dans tous les pays visités, surtout dans les pays de l'Est (quoique de façon spécifique, et donc avec difficulté de comparaison).

Partout l'on constate ce même mécanisme de vide au niveau de la définition d'objectifs; alors les gens s'accrochent aux choses les plus diverses qui leur permettent de rêver, d'espérer en des changements significatifs de la vie quotidienne. Ce type d'attitude est évidemment loin du mode de fonctionnement des politiques, des techniciens ou des chercheurs qui fonctionnent sur le mode réaliste et rationnel, face à des processus qui ne le sont pas. Nous ne sommes pas suffisamment armés pour comprendre ces stratégies irrationnelles. Il ne suffit pas de lutter contre les sectes, contre l'intégrisme de tous bords, il ne suffit pas de critiquer l'importance accordée à tel type de croyances ou de pratiques irrationnelles. Il s'agit de savoir pourquoi les gens n'adhèrent plus à des modèles rationalisés, tels qu'ils sont proposés, à tous les niveaux, par les structures sociales et culturelles... C'est justement parce que la culture elle-même change... Les gens ne croient plus au progrès indéfini qui profiterait progressivement à tous, ils croient difficilement aux projets politiques s'ils n'en voient pas concrètement des effets immédiats. La culture, c'est donner du sens. Si je ne peux plus travailler le sens, je n'ai plus de culture, si je n'ai plus de culture, je ne cherche plus à adhérer à quoi que ce soit, ou d'accepter des règles ou des privations au nom d'un redressement hypothétique... La question, au fond, c'est donc de gérer de la culture, d'arriver à donner du sens à ce que l'on vit à travers des valeurs, des règles, des exemples, des participations, des solidarités concrètes.

Aujourd'hui, à travers diverses tentations écologiques, nous voyons s'opérer un désir de retour à la nature, aux relations de proximité, aux activités permettant de se retrouver "aux ras des pâquerettes", de vivre, en groupe ou dans des relations interpersonnelles, des effusions affectives, de la tendresse, de la reconnaissance réciproque... C'est que gérer le stress ne peut se faire qu'en inversant la dynamique affective, par la sympathie, la gestion interactive des émotions et des sentiments... alors même qu'au niveau professionnel se vit la nécessité de canaliser les conflits de dépendance, de redonner aux jeunes des cadres qui leur permettent de trouver une sécurité dans des activités précises, des objectifs et des rôles clairs (cf. l'orientation managériale dans le travail social...). Tel est le paradoxe : les jeunes, comme les adultes, vivent des contradictions entre le besoin de fusion et la nécessité de "professionnalisation", de gestion de règles personnelles (auto-nomie) ou collectives (hétéro-nomie). Mais, dans notre société, l'affectivité, les émotions, sont considérées comme dérangeantes ou dangereuses. Quelqu'un qui réagit de manière émotionnelle est souvent considéré comme malade. Or, nous sommes tous

concernés par la rétention de nos émotions, la difficulté à les exprimer et à les transformer en dynamique positive (être motivé, se passionner, contester l'injustice, avoir des coups de cœur...)

Question

Nous sommes, à l'heure actuelle, pris dans une espèce de double contrainte. Dans une intervention qui est de répondre à la demande, d'écouter sans imposer, mais aussi de proposer des cadres relativement élaborés pour que cette demande trouve un peu de contenant. Pour les jeunes les plus en difficultés, les formes les plus élaborées du lien social, la formule associative, la représentation politique... sont des choses qui n'ont pas de sens pour eux. Elles ne s'inscrivent pas dans un système de communication, ou de circulation de pouvoir ou de négociation. On est dans une espèce de jeux à plusieurs composants : il y a des décisions à prendre, des moyens à donner, des orientations, des actions... autour de cette question qui est de trouver le lieu dans lequel la demande va s'élaborer, dans lequel les projets vont s'élaborer, dans lequel jouent les professionnels, les financeurs et les jeunes avec un paradoxe, une impasse historique : on affiche une politique publique centrée sur l'usager, individuellement et collectivement, à un moment où le cadre dans lequel les usagers peuvent à la fois dire, parler et s'organiser est peut être historiquement en crise (en termes de structuration du lien social, de la représentativité...). Ne serait-il pas dès lors nécessaire de repenser les modes d'intervention des acteurs ?

Pierre TAP

Deux images me viennent, je vous les renvoie.

* Il faut gérer les émotions, cela peut se traduire par la nécessité de régénérer la convivialité. Vous savez que ce terme a été créé par le pape des maître-queues : Brillat-Savarin, pour qui la convivialité était associée à un bon repas, au plus près du corps, de la proximité des convives ! Donc, la convivialité oblige à rediscuter de la distance (lien social distandu) entre les personnes, à la réduire, à retrouver proximité et chaleur.

Mais l'activité mentale, rationnelle, des décideurs leur permet de prendre une distance utile par rapport aux actes, pour éviter justement les décisions impulsives, les passages à l'acte. Nous voulons être l'adulte responsable, qui décide en connaissance de cause, après s'être informé, dans la continuité et la cohérence de l'être, sans se laisser "avoir", sans se faire enfermer dans la "chienlit", les actes irrationnels, les réactions affectives. L'attitude cherche ainsi à "tuer l'infantile en soi". Mais l'enfant que nous portons en nous-même, comme "le naturel", revient au galop ! Autant l'appriivoiser suffisamment pour nous aider à éviter l'enfermement dans les routines, et à relancer nos capacités créatrices, au lieu même de nos incertitudes, devenant marges de liberté et tensions réalisatrices.

* La deuxième image, concerne un colloque qui a eu lieu à Montpellier, sur "Les hommes et les femmes aujourd'hui...". J'avais proposé une intervention sur les hommes et les femmes en situations difficiles : stress, maladie et rapport à la mort. Après avoir écouté de multiples intervenants sur le pouvoir, l'égalité, je constatais une espèce de déprime collective étrange. On parlait d'hommes et de femmes, mais des émotions, de l'amour, pas question. J'ai donc abandonné mon exposé initial, et j'ai parlé de l'amour ! Je suis bien sûr d'accord avec tout ce qui permet le partage du pouvoir (y compris entre hommes et femmes !)

et l'égalité (y compris des sexes !) mais cela nous oblige-t-il à déprimer tous ensemble ?

L'adolescent, lorsqu'il est en panne, peut rechercher un soutien affectif dans une secte : il y trouve un semblant de cohésion interne immédiate, par l'identification au gourou et la fusion au groupe. Quand on critique les sectes, regardons-y à deux fois, et profitons-en pour essayer de comprendre pourquoi ces jeunes, ou moins jeunes, se laissent ainsi embrigader.

L'intégrisme, bien sûr, c'est quelque chose qu'il faut étudier de plus près, parce que, au delà d'une référence religieuse fondamentaliste acceptable, il implique une fixation affective à un mode de fonctionnement inaccessible aux régulations intellectuelles (fondées elles, sur la relativité des opinions), et à l'opposé d'un fonctionnement classique adulte, (fondé lui, sur le contrôle de soi, la nécessité de prendre sur soi et de se contenir, le sentiment qu'on n'a pas la science infuse, etc.). Mais on sait bien, par contre, que ce fonctionnement adulte fait bon ménage avec l'addictivité (tabac, alcool, drogue...), avec les troubles psychosomatiques et autres conséquences de la difficulté à "lire" ses émotions². La quête du bien-être passe par une gestion-expression des émotions, si l'on veut éviter que le corps se venge (avec l'aide de l'inconscient !).

Question

Je suis éducateur, je travaille dans un quartier toulousain. J'ai constaté effectivement que l'essentiel de mon travail, c'était sur l'affectivité. Ça m'a été reproché une fois en réunion. On disait "mais qu'est-ce que c'est ces éducateurs qui ne savent pas poser les choses de façon correcte, qui sont pris par l'affectivité". J'ai répondu "C'est mon travail justement, de travailler sur l'affectivité avec les jeunes". La question que je pose alors est celle-ci. Si l'on veut que l'affectivité s'exprime de la part des jeunes, il faut que l'on soit suffisamment proche d'eux pour la mériter. Je veux dire que l'on devienne des référents essentiels. Les travailleurs sociaux sur le terrain ont du mal à jouer ce rôle-là, sachant que, de toute façon, il est lié à une présence très importante, à un repérage très précis, à des missions spécifiques. Il ne s'agit pas de faire du grand public, il s'agit de faire de l'action très ponctuelle, très limitée, très ciblée. Il n'y en a pas beaucoup peut-être, parmi les travailleurs sociaux, qui peuvent faire un travail de ce style, de cette façon-là.

Pierre TAP

Pour vous répondre, je ferai un détour, en évoquant l'exemple de l'épuisement émotionnel des infirmières en soins palliatifs. Ces infirmières doivent s'occuper de gens qui vont mourir. (Notons au passage que les soins curatifs concernent les médecins qui sont là pour guérir. Le passage aux soins palliatifs fait intervenir massivement la psychologie, puisque la médecine ne peut plus rien ! Inutile de dire que je préfère la prévention psychologique à l'utilisation de la psychologie comme palliatif, même si elle est très utile dans le cadre évoqué...).

¹ Hommes et femmes en situations difficiles : sexe, coping et personnalisation in A.Touati (éd.) Femmes et Hommes : des origines aux relations d'aujourd'hui. Hommes et perspectives, Marseille, 1994, 57-72

² On parle alors d'alexithymie (terme proposé par Sifneos) et qui signifie : "incapacité à lire ses émotions, à les exprimer, à les traiter" ..

On demande aux infirmières d'aider des personnes à faire le pas, à "passer". La notion de "transition", je le rappelle, vient du verbe latin "transire" qui signifie mourir, "passer de vie à trépas". Ces infirmières sont en danger de "burnout" (être brûlées, épuisées, usées...émotionnellement). Elles doivent en effet assumer une forte charge affective dans la mesure où ce que toute personne demande, en fin de vie, c'est de "ne pas mourir seule". Cette charge est associée à une forte implication-identification, à un lien affectif fort avec quelqu'un qui va mourir. Elles vont successivement avoir le sentiment de vivre plusieurs fois des morts, de les vivre comme s'il s'agissait, à chaque fois, du départ d'un proche.

Contrairement à des oppositions habituelles, où le fait d'être "professionnel" est en contradiction avec l'implication affective (cf. les pratiques du management, une fois encore), gérer l'affectivité "devient" l'enjeu professionnel central pour ces infirmières en relation avec des personnes qui cherchent à accepter leur mort prochaine, à vivre intensément le temps qui reste, à maintenir le lien social, à finir comme on le voudrait...). Bien entendu, le danger est de participer affectivement, sans possibilité de distanciation, dans la confusion des rôles (remplacer la famille absente, etc.).

Mais vivre et exprimer ses émotions, permet d'éviter l'alexithymie déjà évoquée, c'est à dire le fait de ne pouvoir exprimer ses émotions ou de faire le vide émotionnel en soi, du fait de la peur qu'elles vous inspirent. Exprimer ses émotions permet de les mieux contrôler, et du coup de retrouver la distance qui permet de gérer la situation en l'analysant. On constate d'ailleurs que la formation permet à ces infirmières de prévenir ou de gérer l'épuisement émotionnel, lorsque celui-ci se manifeste. Si l'affectivité est apparemment hors-jeu, dans le discours des décideurs (mais évidemment pas dans leurs pratiques !), elle est très présente chez les professionnels de la relation et de l'animation (ou de la ré-animation !), puisque les personnes en difficulté essayent de se dépanner en utilisant toutes leurs potentialités et toutes leurs compétences (y compris la séduction et la contrainte aussi bien que l'effort pour convaincre), à travers le soutien social dont elles bénéficient..



Participants à l'assemblée plénière

QUESTIONS ET DEBAT

C'est une question aux membres de "Banlieuescopes". Est-ce que l'on pourrait avoir, je sais bien que ça va être difficile, un petit résumé du livre qui est actuellement sur la table. Quelles sont peut être les propositions qui ont pu être faites au gouvernement.

C. HAMET

En deux mots, les familles ne sont pas complètement tombées, elles sont fragilisées sur un certain nombre de ces quartiers. Et bien sûr, si elles sont fragilisées, elles fragilisent leur environnement. Deuxièmement, ces soldats de la République, ces républicains que sont les travailleurs sociaux, les bénévoles, les professionnels et toute sorte d'acteurs locaux du service public, les professeurs, instituteurs, animateurs, éducateurs, assistants sociaux etc..., doivent être ressourcés, remis dans un mouvement d'ensemble. Pas simplement une revalorisation sur l'ancienneté, les salaires et les conditions de travail, mais un ensemble lié à la formation. Autour des notions de formation et d'accompagnement de ces travailleurs sociaux, notamment des bénévoles, des militants, il y a une certaine logique à l'installation de services publics dans les banlieues. On n'a pas automatiquement les meilleurs services publics, ou tous les services publics, dans les quinze cents quartiers considérés actuellement en France dans le cas des procédures de politique de la ville. Souvent on met une glace ou une barrière ou un hygiaphone pour se protéger un petit peu des publics et des populations. On s'enferme dans des logiques. Souvent d'ailleurs pas à la demande de ces mêmes fonctionnaires, souvent certains sont d'ailleurs très décidés pour changer, pour décroquer, pour modifier des mécanismes sur les quartiers, mais certains aussi se sont fait rappeler à l'ordre soit dans l'espace communal, soit dans l'espace de la poste, EDF GDF, la sécurité sociale, l'URSSAF, etc... Donc complexité là aussi. Un travail de ressourcement également est à faire autour de ces acteurs, comme pour les pompiers, les policiers, les seuls services qui travaillent 24H sur 24. L'autre point particulier c'est la mobilisation de nouveaux acteurs ou la création d'associations différentes de ce que l'on a connu dans les années 55 à 70, qui étaient des actions d'associations militantes, associations avec une forte capacité à négocier avec l'institutionnel, avec les politiques, même la prise en compte du politique puisque certaines de ces associations dans les quartiers ont pris le pouvoir. On l'a vu en 77 dans un certain nombre de municipalités, on l'a vu un peu plus tard aussi dans les années 80. Plutôt une revendication de l'autre, du communautaire, du soutien scolaire, de l'accompagnement des petits frères, petites sœurs. Il y a la toxicomanie notamment, ou les problèmes de scolarité. Les années 90 c'est un petit peu différent, on a encore des vagues de ces mouvements que j'ai nommé précédemment, mais surtout on voit apparaître des mouvements de jeunes coupés de la tradition, notamment islamique; de leur papa et leur maman, notamment de leur père; des nouveaux convertis qui réinvestissent massivement l'espace culturel de solidarité d'un certain nombre de quartiers. Je disais d'ailleurs, en 95, que ce serait une des priorités d'analyse de " Banlieuescopes ".

Intervention dans la salle - C. DUPORT

Une précision justement à ce sujet, parce que vous avez évoqué le lien social. Moi je ne sais pas trop ce que c'est, en tout cas il est de multiple nature. Je voudrais avoir quelques précisions sur ce qui est du lien communautaire, pas dans une vision alarmiste et un peu stratégique qui voit du terroriste à tous les coins de rue, mais plutôt dans une vision de ce lien comme ressource, comme système qui fédère, qui fait réseau, qui crée aussi de l'interaction. Qu'est ce que vous pouvez nous dire là dessus ?

Le lien communautaire, comment est-il vu, comment est-ce que vous l'analysez dans vos travaux, est ce que vous pensez qu'il y a là des choses à exploiter en terme de ressource dans les banlieues ?

C. HAMET

Tout à l'heure je me suis placé un petit peu trop peut être sur la notion du réarmement religieux. Je n'ai pas parlé de terrorisme, je n'ai pas parlé de ghetto, j'ai très peu employé le mot banlieue. Notre système d'intégration français est basé fortement sur l'assimilation progressive d'un certain nombre de communautés. On l'a vu notamment dans le nord avec les polonais, ou dans la région que je connais bien du Val de Marne avec les travailleurs italiens du bâtiment, par la tradition orale de la famille, du lieu de ressourcement habituel, de la connaissance, de la transmission parentale. Mais ça passe par des réseaux locaux, souvent d'ailleurs venant d'autres régions. On voit notamment ce qui s'est passé avec le foulard à Gousainville ou à Mantes la Jolie, puisque j'y étais à ce moment là, avec la présence de jeunes qui ne sont pas automatiquement du quartier, de la ville, du département, avec une coupure très nette avec la tradition, même autour de la mosquée de Mantes la Jolie ou autour des lieux de prières (de pseudo lieux de prières plutôt) à Gousainville notamment dans le Val d'Oise.

Pierre TAP

Les communautés, ne concernent pas que les immigrés (à travers la question des ghettos, des regroupements). On pourrait dans notre propre histoire évoquer l'évolution des communautés rurales et urbaines et de leurs différences. La différence entre communauté et société, c'est justement que la première implique une relation de proximité géographique, mais surtout affective et axiologique (communauté des valeurs et des croyances) alors que la société fonctionne sur des "contrats" institutionnels distancés, dans un jeu de rapports de forces.

La perte du lien social, c'est la détérioration des processus communautaires, et donc affectifs. D'où la nécessité de mettre l'accent sur la convivialité et les liens affectifs. Henri Wallon disait "l'émotion, c'est ce qui cheville le social au corps", c'est donc aussi ce qui cheville le collectif à l'individuel. Redonner du lien social, c'est donc nécessairement ré-introduire l'affectivité relationnelle. Ecarter l'affectivité (par défense) est, au moins dans un premier temps, plus facile que de la gérer.

Par ailleurs, il est vrai que l'on confond souvent l'assimilation et l'intégration. Dans notre société, intégrer veut souvent dire nécessité de s'assimiler ou d'être assimilé: perdre son identité d'origine, perdre le lien communautaire pour assumer le contrat sociétal : cf. le melting pot américain. On vous mélange dans le creuset, vous n'êtes plus irlandais ou chinois, mais américain. Selon moi, l'intégra-

tion, c'est autre chose (idéalement, bien sûr !) : c'est l'articulation coopérative des différences, mais aussi des ressemblances, des valeurs, des projets, et des pratiques. Intégrer, implique donc, nécessairement, le respect des différences mais dans le cadre du respect de ce qui ressemble et qui rassemble. Le lien communautaire ne concerne donc pas seulement ceux qui sont séparés (marginalisés), mais nous tous (individus, groupes, associations, partis, églises), au delà des faire semblant et des rituels (reconnaisances, agréments...).

Mme BUYS - Maire Adjoint de Tournefeuille

Moi je crois que la politique dans ce domaine a un rôle primordial à jouer, parce que la politique peut essayer de réconcilier les habitants et le monde politique. S'il y a une véritable volonté de faire participer la population, les quartiers, les habitants d'un quartier, dans un projet de ville peut être qu'on impliquera beaucoup plus les habitants, on leur demandera ce qu'ils attendent et on fera des structures qui correspondent davantage à leurs attentes. Peut être à leurs besoins mais aussi à leurs désirs. A partir du moment où on aura une volonté politique de faire de la concertation, je crois effectivement qu'on pourra à un moment donné faire quelque chose justement sur l'affectif.

Est ce que ces habitants, vous qui les avez rencontrés, formulent ces attentes et ces désirs ?

C HAMET

Oui mais il n'y a pas de réponse générale, nationale, ça dépend des villes, des quartiers, des régions. La décentralisation a fait naître des pouvoirs locaux. Dans certains endroits très forts, très exclusifs, laissant peu d'espace parce qu'ils ont la légitimité. Quand sur Mantes la Jolie le Président d'un comité de quartier, au bout d'un an et demi, prend la décision de faire un appel à la population par un vote, une sorte de référendum, pour faire légitimer sa place face aux élus, fonctionnaires nationaux et territoriaux, la première chose qu'ils ont pensé c'était bien sûr un vote général de tout le quartier, même avec la possibilité de vote pour des jeunes de 16 ans. Tout cela pour retrouver une légitimité face aux élus, un espace de discussion et de parole. Et encore le maire de Mantes la Jolie n'était pas le plus fermé en Ile de France. Notamment sur l'Ile de France la parole est plus que confisquée. Ce qui est posé, c'est le débat, le dialogue, le conflit, le contre pouvoir, le pouvoir. Je crois que la concertation ne suffit pas, l'application ne suffit pas, il faut des espaces et des lieux. Il faut que les habitants, se constituent en groupes, en mouvement pour interpeller et réinterpeller, si possible arracher des bribes et des parcelles d'espaces et de paroles dans un certain nombre de lieux. Avec la décentralisation on voit un certain nombre d'élus faire des pressions considérables sur des témoins dans un tribunal du Nord de la France, mais on voit aussi des choses beaucoup plus difficiles que ça. Dans un certain nombre de lieux, nous le disons clairement, un certain nombre d'élus ont « pété les plombs » depuis un certain temps sur la gestion de la banlieue. Quand ils parlent de mosquée ou de lieu de prière ou de jeunes associations islamiques, de suite c'est le terrorisme, les C.R.S., la réponse nie tout simplement la revendication culturelle. Ne pas dialoguer avec ces prétendus barbus islamiques terroristes et poseurs de bombes, nier la religion de l'autre. C'est déjà un problème de reconnaissance avant même de parler d'implication.

“ J'aimerais s'il-vous-plait avoir plus de précisions sur les deux termes explosion et implosion ”

On parle d'implosion je crois pour les téléviseurs. Les hommes ont tendance à pousser un coup de gueulante, à donner un coup de poing, un coup de pied, on se bagarre, on éructe, on piaffe. J'avais souvent compris que les femmes intériorisaient un certain nombre de douleurs. Je viens de me rendre compte que je dois remettre à jour mes connaissances sur les hommes. Le professeur à côté nous parle sans arrêt du stress depuis tout à l'heure...

Pierre TAP

Les hommes ont leurs manières particulières de gérer le stress. Il existe par exemple deux fois plus de bégues chez les hommes que chez les femmes.

C HAMET

Sur la violence retournée contre soi je pensais jusqu'à maintenant, jusqu'à cet après midi, que cette violence était surtout tournée à l'intérieur du corps des femmes. C'est un peu comme ça que j'avais compris l'implosion. C'est à dire que les gens se volent entre eux, explosent entre eux, brûlent leurs centres commerciaux, cassent des voitures, volent des autos radios, se refourguent des paquets de dope et font un trafic à l'intérieur du quartier, de la cité, rentrent même quelque fois en conflit avec le collège local, les professeurs, avec des agressions physiques etc... Le phénomène intervient peu vers l'extérieur, soit parce que le quartier est enclavé, pour des problèmes de transports, soit parce que tout simplement il y a une peur de sortir, de bouger, une peur de voyager. L'explosion, c'est des jeunes des banlieues qui virent le RER de Châtelet, de Monparnasse, cassent les vitres et mettent le feu pendant une manifestation d'étudiants. On a vu ces hordes de sauvages qui venaient casser les beaux quartiers du 14ème arrondissement. Est ce que ça a vraiment beaucoup d'importance qu'on fasse ces séparations de mots, j'ai dit que c'était plutôt une implosion parce que ça me semblait tourné vers le quartier même, tourné vers la destruction de soi, tourné vers la destruction même de ses propres outils, son centre social, sa maison de quartier, sa mairie annexe, son centre commercial, son lieu de prière, son lieu d'école, ça me semble dramatique et grave quand on commence à s'abîmer soit même.

Pierre TAP

Je suis tout à fait d'accord avec vous. On peut évoquer, avec d'autres mots et d'autres analyses, le fait que nous utilisons beaucoup le “retournement contre soi-même”, individuellement et collectivement. En d'autres termes le repli sur soi, le retrait, sont des stratégies (utilisées plus souvent par les femmes) pour lutter contre l'insupportable, et donc contre le stress... Ces stratégies peuvent être efficaces, puisque la personne s'éloigne du lieu de l'insupportable. Par contre, les hommes utilisent plus souvent la stratégie de refus, fondée sur le déni de la réalité, sur la rétention, sur la fausse-résignation, sur le maintien du prestige malgré tout (ne pas perdre la face, se débrouiller seul quand même, etc...). Cette stratégie a l'inconvénient d'augmenter le stress dans sa version inexprimée, implosive (d'où les dangers d'ulcère, infarctus, et des troubles psychosomatiques divers...) Mais la rétention ne peut être supportée longtemps, et la personne peut “craquer”. Pour ma part, je préfère dans certains cas, voir à l'oeuvre une expression de mécontentement, plutôt que cette agressivité tournée contre soi à partir de laquelle s'installe la dépression, ou au moins la dépressivité et la dépréciation de soi et des autres.